

Comment déverrouiller l'accès à la terre pour tous?

Jac Nijssen
19 mars 2022

De plus en plus de personnes et de spécialistes (y compris des politiciens) abandonnent l'idée que nous pouvons contrôler le réchauffement climatique sans diminuer fortement notre prospérité. J'admets qu'à Glasgow, il n'y avait aucun signe de cette orientation. C'était un festival de suprématie technologique pour sauver la terre. En d'autres termes, la poursuite sans entrave du progrès. Le mot "réduction" n'a été utilisé que par rapport aux émissions. Et pas au regard de la consommation d'énergie, ni du commerce mondial, ni des flux de trafic, ni des modes de vie à forte intensité de carbone, ni de l'agriculture industrielle. Pourtant, nous devons d'urgence bricoler et raboter la taille de tous ces flux et processus car:

- La ruée mondiale actuelle pour rendre notre consommation d'énergie sans émission grâce à une vague de méga-investissements – à la condition essentielle que nos modes de vie prospères (libertés, etc.) ne soient pas sensiblement réduits par cette évolution technologique – va pousser les processus de fabrication mondiaux à des hauteurs sans précédent au cours des [cinq prochaines années](#).
- Ainsi, dans les années à venir, les ppm augmenteront [encore plus](#) (dépassant 450 ppm), provoquant encore plus de désespoir social, générant encore plus de politiques d'ingénierie hâtives, et pendant ce temps, le climat devient fatalement **hors de contrôle**.

Par conséquent, seule une réduction massive de la production et de la consommation mondiales peut empêcher notre disparition. Même parmi les [modélisateurs](#) scientifiques et les [physiciens](#), de plus en plus de voix appellent à un examen plus approfondi des voies d'atténuation (mitigation) par une [transformation sociale](#) et économique ultrarapide. Cela signifie que nous ne pouvons plus laisser ces flux et processus se développer et continuer comme ils le font. Nous devons transformer les modes de vie à forte émission de carbone de manière à ce que les flux internationaux – aviation, transport maritime, autoroutes, trafic internet – diminuent profondément et aussi calmer radicalement l'innovation gourmande en énergie, causant une durée de vie toujours plus courte des machines, des appareils et des bâtiments existants. Cela implique que la taille et la nature de ces processus doivent faire l'objet d'une politique structurelle socio-économique. Cela signifiera un changement politique profond.

Une politique de limitation

Une politique de limitation doit toujours répondre à deux questions principales : Que allez-vous restreindre ? Et qui allez-vous restreindre ?

La première concerne la **priorisation** de la production, c'est-à-dire, qu'est-ce qui est superflu et qu'est-ce qui est essentiel? La seconde concerne la **répartition** de la douleur sur la population. Pour chacune de ces deux bombes socialement explosives, il existe une règle empirique efficace pour les démanteler :

1. Afin de fixer des priorités, cette formule s'appelle "Retour à l'essentiel". Ca veut dire, passer à un mode de vie local et beaucoup plus simple, orienté vers les nécessités de base. Ce n'est qu'en

ramenant tout le monde à un niveau de consommation de base que nous pourrions rapidement mettre en œuvre des restrictions massives des volumes de production.

2. Pour établir la répartition, cette formule s'appelle la "Justice Sociale": Ca veut dire, il faut désactiver le mode concurrentiel de satisfaction de certains besoins humains essentiels, sinon la peur de ne pas pouvoir en obtenir une part équitable – qui déclenche l'expansion et la croissance – ne pourra pas sortir de l'esprit des gens ordinaires.

Mais, comment faire pour que la société ait à cœur de s'attaquer à un tel remède social ?

À mon avis, un premier pas important serait que les différentes forces qui se penchent déjà sur cette perspective coordonnent mieux leurs raisonnements.

Aligner les raisonnements

Laissez-moi commencer par Terre des Liens. Le fait qu'ils aient récemment décidé de mettre davantage l'accent sur une meilleure accessibilité des jeunes à l'agriculture à petite échelle ("*accroître fortement l'accessibilité des jeunes à l'agriculture à petite échelle*") est un grand pas en avant, mais il doit s'inscrire dans une vision plus large de l'avenir qui apporte une réponse aux conditions environnementales difficiles qui menaceront la vie des Français(es) dans les décennies à venir.

Il se trouve que récemment (7 février 2022), une telle vision plus large pour une économie française à faible émission de carbone a été conçue ici en France par le projet Shift de Jancovici et ses collègues.

Le nom du plan: Plan de Transformation de l'Economie Française: PTEF.

Je considère ce plan (voir aussi cette analyse des plans nationaux) comme le premier plan de réduction des émissions réellement sérieux au monde. Pourquoi ?

Il a deux atouts très forts : **(a)** une planification rigoureuse, et **(b)** un accent plus important sur les **transformations** structurelles que sur la pure **transition** énergétique.

Voici quelques-uns des principaux éléments stratégiques de ce plan:

- ◆ Relocaliser et limiter (viande, lait, oeufs) la production agricole
- ◆ Faire dégonfler les villes
- ◆ Réduire les voitures privées (-66%) et les vols (-35%)
- ◆ Réduire drastiquement les distances vie-travail
- ◆ Limiter les nouvelles constructions résidentielles
- ◆ Réduire la consommation d'énergie individuelle ("sobriété")

Le choix stratégique principal derrière tout cela est, bien sûr, de réunir les fonctions de “se loger”, “d'apprendre”, “d'acheter”, “de créer”, “de produire”, “d'échanger”, “de transformer”, “de se détendre”, “de recycler” et “de réparer”, et donc, dans le cadre de l'aménagement du territoire (= rendre l'espace accessible), de travailler à l'intégration de toutes ces fonctions dans les espaces de vie à créer. En effet, une facette essentielle de ces transformations est qu'elles convergent toutes vers un changement de mode de vie qui ne peut être atteint que si la population française **se rapproche** de la production agricole.

Cela veut dire que les gens comptent davantage sur la production agricole de proximité dans leurs dépenses de consommation, qu'ils y participent aussi en partie – par l'autosuffisance et l'échange mutuel – et qu'ils font aussi davantage de transformation et de conservation des aliments, ce qui permet

de supprimer beaucoup d'importation, de transport, d'emballage, de refroidissement, de publicité et de traitement de l'information.

Pour Terre des Liens, cela signifie qu'à partir de cette perspective d'avenir – c'est-à-dire une France transformée, plus ancrée dans la terre – ils peuvent militer beaucoup plus fortement en faveur d'un accès beaucoup plus vaste à un espace de vie agricole pour les jeunes (individuellement ou collectivement) que ne le fait actuellement la politique d'installation en agriculture.

De nombreux raisonnements aboutissent à des conclusions similaires

Certains plaident pour une politique similaire au nom de la post-urbanisation, de la décroissance ou de la subsistance, et d'autres - comme XR, le Soulèvement de la Terre et les ZAD - au nom de la détérioration progressive de toutes les conditions de vie essentielles,

[Soulèvements sur facebook: La catastrophe écologique n'est pas à venir, elle est déjà là. Nous ne nous résoudrons pas à la contempler, impuissant.e.s, isolé.e.s et enfermé.e.s chez nous. Les causes et les responsables nous entourent, ce sont eux qui participent à la destruction des sols : bétonisation rampante, industries polluantes, et accaparement des terres vivrières par l'agro-industrie. Nous voulons précisément cibler et bloquer ces responsables. Nous voulons aussi occuper et cultiver les terres qui nous ont été arraché. Parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais nous avons décidé de jeter nos forces dans la bataille..]

mais cela n'a pas d'importance. Le fait que tous ces raisonnements tendent vers la même conclusion finale n'est que rassurant.

Ce qui importe, c'est que si nous devons réduire radicalement l'empreinte personnelle de chacun de 80% très rapidement en raison de l'urgence, il n'y a pas d'autre échappatoire que de fournir à une grande partie de notre population des ressources locales pour répondre directement à ses besoins les plus primaires, presque sans émissions. La largeur de spectre des voies viables se réduit considérablement. Il n'y a pas grand-chose d'autre à choisir que de vivre près de la terre, beaucoup plus simple et plus directement solidaire. Ce chemin est praticable et sûr.

Mais cela a des conséquences politiques de grande envergure. Jusqu'à présent, nous avons planifié et attribué l'espace uniquement sur la base du critère 'bénéfice net', sans inclure tous les dégâts dans cette somme (voir la politique agricole, et tous les projets industriels). Désormais, nous devons planifier et distribuer en tenant compte de bien d'autres **aspects** que le seul rendement financiers. Les émissions doivent peser très lourd, mais aussi la santé, la vitalité, la satisfaction personnelle, la confiance mutuelle et la cohésion sociale sont également des éléments importants si nous voulons créer des situations de vie stables qui nous permettront de maîtriser l'effet de serre à long terme sans créer davantage de divisions sociales et de misère.

Le raisonnement de Terre des Liens

Revenons maintenant à Terre des Liens en termes concrets.

Leur argumentation actuelle tourne principalement autour **(a)** de la préservation des terres agricoles et **(b)** de l'accès à ces terres par les jeunes agriculteurs. Compte tenu de la nouvelle perspective, c'est trop limité, ils doivent s'orienter beaucoup plus large. Des transformations majeures sont nécessaires.

- Intégrer davantage les villes à la terre en faisant déménager une grande partie des jeunes adultes dans des éco-quartiers où ils peuvent vivre de manière autonome dans de petites

maisons/habitats sur de grandes parcelles de terre en assurant la production de nourriture et d'énergie. Voir par exemple ce raisonnement autour de la création [d'un écoquartier à Eymoutiers](#).

- De même, l'activité industrielle nationale doit obligatoirement s'adapter aux besoins techniques de la production d'énergie en milieu rural, ainsi qu'aux besoins en outils domestiques et agricoles et en matériel de transport local.

Et en plus, il y a un détour important à faire par la population rurale qui doit partager son grand espace de vie avec les sans-terre et les sans-espace. La **population rurale** est fort hostile aux changements locaux, ne vous y trompez pas. Ils devront arrêter de chasser les jeunes en surnombre vers les villes, vers les appartements dotés de terrains de sport, de parkings et de centres commerciaux, et cesser de fermer hermétiquement les portes à tous ceux qui veulent vivre simplement en produisant peu d'émissions mais qui n'ont pas les moyens ou les pistons pour le réaliser. Les collectivités doivent ouvrir les portes qui sont encore fermés aux jeunes aujourd'hui.

Chaque jeune adulte qui n'a pas trouvé un endroit pour s'y installer ajuste ses ambitions après trois échecs et retourne d'où il venait en mettant cinq ans à rebondir s'il rebondit. La trajectoire d'exode de la ville comprend de longs délais et de nombreuses incertitudes, comme le fait de se sevrer d'un mode de vie urbain et d'un cercle d'amis qui va avec et de gagner la confiance de nouveaux partenaires potentiels d'exode, d'acquérir des compétences pour une vie plus autonome, etc. Si **l'exode actuel** – motivé par l'urgence climatique, le Covid, la guerre ou le militantisme social – s'effondre faute d'une transition praticable vers un nouvel habitat, nous allons gaspiller les quelques années qui nous restent pour sauver le climat avant que le budget carbone restant soit enfin brûlé. Pourquoi?

Les gens sont fragiles et [complexes](#). Ils ont besoin de temps et de dynamique pour devenir suffisamment matures pour faire des pas concrets, car la motivation n'est jamais rationnellement fabricable ou injectable par l'enseignement, comme le suggèrent un peu la conceptualisation impérieuse des [plans](#) de Post-Urbain. Dans chaque être humain, la boussole principale flotte dans une soupe turbulente de milliers d'impressions et de sentiments. Et cela nécessite beaucoup de temps et d'interactions pour arriver à une position fixe et à des décisions stables. Mais de combien de temps disposent les jeunes encore? Ce que je veux dire, c'est que **la vague de jeunes sortante** (de la ville) actuelle, qui se déplace lentement, a déjà traversé une mer de transitions mentales et économiques, et que nous devons les traiter avec beaucoup de parcimonie au lieu de les désamorcer ou de les laisser périr dans leur appartements hors-sol.

Par conséquent, la politique doit travailler avec ardeur pour y répondre, pour les accueillir. Comment?

Refaçonner l'accès à la terre

L'idée clé qui doit émerger parmi les politiciens est que, en cohérence avec la PTEF, ils reconnaissent que s'attaquer au changement climatique n'est possible qu'en initiant une interaction intensive entre la terre et les citoyens, et que cette interaction ne peut être intensifiée qu'en régulant l'accès à la terre **localement**.

Donc, une territorialisation de la réglementation agricole est requise pour déclencher le basculement vers une économie locale à faibles émissions.

Pour cela, il faut déréglementer ou supprimer **deux** circuits politiques. A savoir:

1. D'une part, la manière dont les services départementaux installent les jeunes dans des exploitations à très forte émission, et la façon dont les entreprises existantes s'élargissent et se développent vers un niveau industriel. (Et tout cela se passe en dehors de toute décision communale).
2. D'autre part, la manière dont les communes facilitent et régulent aujourd'hui les nouvelles implantations de citoyens (= urbanisme) de manière totalement indépendante des aspects économiques et agricoles.

Par la suite, une nouvelle loi devra accorder aux communautés les pouvoirs (la marge de manœuvre) pour organiser eux-mêmes l'accès des jeunes adultes aux moyens d'existence locaux – telles que la terre, le logement, les ateliers, les magasins, les machines collectives.

Avec cette étape, on crée simultanément une dynamique décisionnelle locale pour déclencher une économie circulaire locale autosuffisante qui produit, transforme, distribue, recycle et répare une large gamme de produits et services. Avec cela, et après cela, d'autres transformations importantes selon le PTEF – telles que la réduction de la possession de voitures privées, le rétrécissement métropolitain et la réorientation industrielle – peuvent devenir réalisables.

Il n'y a que dans les films que tout se fait tout seul !

----- ////////////// -----